

En dehors des installations sportives – (Code de la Santé Publique au verso).

A déposer à l'accueil de la Mairie de Granville - ☎: 02.33.91.30.00

ou par email à evenementiel@ville-granville.fr

Au maximum trois mois avant et au minimum 15 jours (date butoir) avant la manifestation.

DEMANDEUR

- Nom de l'association Granvillaise :
- Nom de l'association non Granvillaise :
- Nom de l'organisme privé/public :
- Nom du particulier :

NOM DU DEMANDEUR :

SIEGE SOCIAL/ADRESSE :
.....

Tél. Fixe :

Tél. Port. :

Fax :

E-mail :

NOM & NATURE DE LA MANIFESTATION

DATE & HEURE DE LA MANIFESTATION

Le / / 20....

à partir de jusqu'à.....

OU

du / / 20.... au / / 20....

à partir de jusqu'à

du / / 20.... au / / 20....

à partir de jusqu'à

LIEU DE LA MANIFESTATION

Je soussigné(e) **Nom et prénom du président(e)** ai l'honneur de solliciter, conformément aux articles L3334-1 et L3352-5 du Code de la Santé Publique, une demande pour une :

3^{ème} CATÉGORIE (Boissons fermentées non distillées : vin, bière, cidre, vin Naturel, jus de fruit ou de légumes fermentés comportant de 1 à 3 degrés d'alcool, apéritifs à base de vin et liqueur ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur).

AUTORISATION : Le nombre limite d'autorisations est de 5 par an et par association.

Je soussigné(e)atteste sur l'honneur que cette demande est la 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} ou 5^{ème} demande (Entourez le chiffre correspondant) de l'année en cours et certifie déposer la demande impérativement 15 jours avant la date de la manifestation.

Fait à :

Signature :

Le :

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Article L3342-1 du Code de la Santé Publique

La vente des boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et tous commerces ou lieux publics. La personne qui délivre la boisson peut exiger du client qu'il établisse la preuve de sa majorité.

Article L3353-3 du Code de la Santé Publique

« La vente à des mineurs de boissons alcooliques est punie d'une amende de 7500 €... »

Article L3334-2 du Code de la Santé Publique

Les personnes qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, établissent des cafés ou débits de boissons ne sont pas tenues à la déclaration prescrite par [l'article L. 3332-3](#), mais doivent obtenir l'autorisation de l'autorité municipale.

Les associations qui établissent des cafés ou débits de boissons pour la durée des manifestations publiques qu'elles organisent ne sont pas tenues à la déclaration prescrite par l'article L. 3332-3 mais doivent obtenir l'autorisation de l'autorité municipale dans la limite de cinq autorisations annuelles pour chaque association.

Dans les débits et cafés ouverts dans de telles conditions, il ne peut être vendu ou offert, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des deux premiers groupes définis à [l'article L. 3321-1](#)

Article L3335-1 du Code de la Santé Publique

Le représentant de l'Etat dans le département peut prendre des arrêtés pour déterminer sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les débits de boissons à consommer sur place ne peuvent être établis autour des édifices et établissements suivants dont l'énumération est limitative :

1° Edifices consacrés à un culte quelconque ;

2° Cimetières ;

3° Etablissements de santé, maisons de retraite et tous établissements publics ou privés de prévention, de cure et de soins comportant hospitalisation ainsi que les dispensaires départementaux ;

4° Etablissements d'instruction publique et établissements scolaires privés ainsi que tous établissements de formation ou de loisirs de la jeunesse ;

5° Stades, piscines, terrains de sport publics ou privés ;

6° Etablissements pénitentiaires ;

7° Casernes, camps, arsenaux et tous bâtiments occupés par le personnel des armées de terre, de mer et de l'air

8° Bâtiments affectés au fonctionnement des entreprises publiques de transport.

Article L3335-4 du Code de la Santé Publique

« La vente et la distribution de boissons des groupes 2 à 5 définis à [l'article L. 3321-1](#) est interdite dans les stades, dans les salles d'éducation physique, les gymnases et d'une manière générale, dans tous les établissements d'activités physiques et sportives... »

Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, le maire peut, par arrêté, et dans les conditions fixées par décret, accorder des autorisations dérogatoires temporaires, d'une durée de quarante huit heures au plus... »

Arrêté préfectoral N°2013 – CC/JC du 31 janvier 2013

«.... [Article 2](#) Sur l'ensemble du département, les débits de boissons et établissements mentionnés à l'article 1^{er} sont autorisés à exercer leur activité de **6 heures à 1 heure du matin toute l'année**, sauf dispositions particulières prévus aux articles suivants.

[Article 3](#) Dans les communes littorales et dans les communes touristiques telles que définies aux articles R133-32 et suivants du code du tourisme, les débits de boissons et établissements visés à l'article 1^{er} du présent arrêté pourront rester ouverts **jusqu'à 2 heures du matin pendant la saison touristique, soit du 1^{er} juin au 30 septembre inclus.**

... [Article 14](#) **Sur demande motivée présentée au moins 15 jours ouvrables** avant la date prévue de la manifestation, Ces dérogations s'appliquent également aux autorisations d'ouverture de débits de boissons temporaires accordées à des associations à l'occasion de manifestations publiques, dans la limite de 5 autorisations par an et par association. ... »

Tous les articles du code de la santé publique et les arrêtés préfectoraux sont à votre disposition à l'accueil de la mairie.